

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 14/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 16/02/2024
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERAHU 2
ZI des Lauves
83340 Le Luc

Références: D-UD83-2024-0349
Code AIOT: 0006410536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement SERAHU 2 implanté ZI des Lauves 83340 Le Luc. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 13 novembre 2023 relative à la sécurité incendie et aux modifications apportées au site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes:

- SERAHU 2 – ZI des Lauves 83340 Le Luc
- Code AIOT: 0006410536
- Régime: Autorisation
- Statut Seveso: Non Seveso
- IED: Oui

L'entreprise SERAHU réalise des prestations de collecte d'huiles usagées et de traitement de déchets dangereux, principalement auprès de garages automobiles, de clients industriels. Son activité est répartie sur plusieurs sites entre Cagnes sur Mer et Le Luc en Provence.

Le site SERAHU 2 est un centre de tri, transit, regroupement et prétraitement des déchets industriels dangereux. Son activité est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 06/05/2015.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- Le nom donné au point de contrôle;
- La référence réglementaire de la prescription contrôlée;
- Si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite;
- La prescription contrôlée;
- À l'issue du contrôle:
 - ◆ Le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ Les observations éventuelles;
 - ◆ Le type de suites proposées (voir ci-dessous);
 - ◆ Le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites:

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec:
 - ◆ Soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ Soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	conditions d'exploitations fixées dans l'Étude de Dangers	art 71.6 du 6 mai 2015	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
8	Dispositifs de détection et de lutte contre les incendies	AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
9	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou non dangereux	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.5.10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.1.1	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.2.2	Sans objet
4	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.3.1	Sans objet
5	Entretien et conduite des installations de traitement	AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite permettent globalement de répondre à la mise en demeure. Des documents complémentaires sont demandés afin de statuer définitivement quant à la conformité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1: Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou non dangereux

Référence réglementaire: Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.5.10
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financière et état des stocks
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Attendu que le montant des garanties financières est notamment fixé en fonction de la quantité de ces matières les dispositions suivantes sont à respecter. L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère dangereux ou non des produits et déchets présents sur son site et qu'à chaque instant la quantité:</p> <ul style="list-style-type: none"> – de produits dangereux présents sur le site est limitée à 45t ; – de déchets dangereux présents sur le site est limitée à 397t ; – de déchets non dangereux présents sur le site est limitée à 10t. <p>Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux ou les déchets dangereux ou non que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit. Pour ces produits ou déchets l'exploitant doit être en mesure de justifier par des éléments probants de la réalité de leur vente potentielle ou enlèvement à coût nul. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les factures ou tout autre document probant justifiant du coût des produits dangereux et déchets qu'il fait éliminer.</p>
<p>Constats:</p> <p>Le 27/11/2023, l'exploitant avait transmis un tableau récapitulant les quantités de matières dangereuses et non dangereuses sur son site.</p> <p>Les quantités présentées étaient les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> – « TOTAL non dangereux en stock » = 9,931 t < 10t, soit inférieure à la limite de quantité de déchets non dangereux couverte par les garanties financières. – « TOTAL dangereux en stock » = 235, 859 t < 397t +45t, soit inférieure à la limite de quantité de déchets dangereux couverte par les garanties financières. <p>Le 16/02/2024, l'exploitant a transmis une attestation sur l'honneur indiquant que la société SERAHU n'utilise pas ou très peu de produits, par conséquent le tonnage indiqué représente l'ensemble des déchets et des produits entreposés sur le site.</p>
Type de suites proposées: Sans suite

N° 2: Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire: Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée: Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices sont autorisés dans les quantités suivantes: – 230 m ³ /an au niveau du réseau public
Constats: Par mail du 27/11, une facture régulatrice a été transmise. Cette facture indique une consommation d'eau de 215 m ³ / an sur les années 2021 et 2022. La consommation annuelle d'eau s'avère donc conforme à la valeur maximale fixée.
Type de suites proposées: Sans suite

N° 3: Plan des réseaux

Référence réglementaire: Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contenus des schémas des réseaux
Prescription contrôlée: Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître: – l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, – les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) – les secteurs collectés et les réseaux associés – les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) – les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (Interne ou au milieu).
Constats: Par mail du 27/11/2023, un plan a été fourni. Ce plan met en évidence les eaux pluviales, les eaux potables, les eaux usées, la distribution d'eau, le disconnecteur, les secteurs du bâtiment desservis, les différents ouvrages présents sur les réseaux... Cependant, deux types de réseaux pluviaux étaient présents sans que la légende ne permette de les distinguer. Le 16/02/2024, l'exploitant nous a transmis un plan comprenant une légende complète. Les réseaux pluviaux de collecte des eaux de toiture et de ruissellement de sol sont à présent clairement identifiés
Type de suites proposées: Sans suite

N° 4: Identification des effluents

Référence réglementaire: Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Distinction des différents types d'effluents
Prescription contrôlée: L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants: – Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux issues du ruissellement sur l'aire extérieure

<p>Imperméabilisée servant au stationnement et à la circulation des véhicules) – Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux issues du ruissellement sur la toiture du bâtiment) les eaux domestiques (les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, etc.)</p>
<p>Constats:</p> <p>Par courrier du 27/11/2023, l'exploitant a transmis une attestation sur l'honneur pour indiquer que le sol du site était orienté en pente de sorte à éviter que les eaux ne s'écoulent vers l'extérieur. Selon l'exploitant il n'est donc pas utile de réparer le dernier parpaing, qui sert seulement à faire coulisser le portail.</p> <p>Lors de l'inspection, il a en effet été constaté que la brèche dans le muret périphérique est située au niveau de la grille de récupération des eaux de ruissellement. Un parpaing situé à cet emplacement n'aurait donc pas d'utilité pour retenir les eaux de pluie.</p>
<p>Type de suites proposées: Sans suite</p>

N° 5: Entretien et conduite des installations de traitement

<p>Référence réglementaire: AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1</p>
<p>Thème(s): Risques chroniques, dispositifs de traitement – article 4.3.4 de l'AP du 06/05/2015</p>
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>La société SERAHU exploitant une installation de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux sise Parc d'activité de la Pardiguière sur la commune du Luc en Provence est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015: <p>En fournissant, sous 1 mois à compter de la notification de l'arrêté, les bordereaux d'évacuations des déchets associés au curage des séparateurs le 21/06/2023. Ces bordereaux peuvent être présentés sous forme informatique ou papier.</p>
<p>Constats:</p> <p>Par mail du 27/11/2023, l'exploitant a transmis les BSD papiers et les BSD trackdéchets associés à l'évacuation des déchets concernés par le curage du séparateur.</p> <p>Étant donné que l'installation réceptrice des déchets coche la case rupture de traçabilité, les cadres 12 des bordereaux trackdéchets, « destination prévue » ne sont pas remplis.</p> <p>L'exploitant nous a décrit les différents modes de traitement possible chez l'installation de destination, il se tient donc informé des processus mis en place dans les installations réceptrices des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées: Sans suite</p>

N° 6: Conditions d'exploitations fixées dans l'Étude de Dangers

<p>Référence réglementaire: AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1</p>
<p>Thème(s): Risques accidentels, Fonctionnement du désenfumage et des RIA – article 71.6 de l'AP du 06/05/2015</p>
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>La société SERAHU exploitant une installation de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux sise Parc d'activité de la Pardiguière sur la commune du Luc en Provence est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants: L'article 71.6 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> – En respectant, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions indiquées dans son étude de dangers (hauteurs de stockage), – En vérifiant si l'étude de danger doit être actualisée et si nécessaire, mise à jour, en déterminant les nouvelles mesures de maîtrise des risques, – En portant à la connaissance du préfet les modifications apportées au local ATEX et au local entrepôt et les études qui justifient de la maîtrise du risque accidentel (R181-46).

<p>Constats:</p> <p>Par mail du 27/11, l'exploitant nous a transmis une lettre dans laquelle il s'engage à respecter les conditions d'exploitation fixées par son étude de danger.</p> <p>Il est à noter que pour respecter ces conditions, la hauteur de stockage maximale de tout élément doit être limitée à 5 m, pour l'ensemble des bacs, vides ou pleins, en cohérence avec la hauteur des murs de séparation.</p> <p>Par mail du 28/03/2024, l'exploitant a transmis une procédure définissant les dispositions de stockage des déchets industriels et dangereux sur le site. Il est rappelé à l'exploitant que les conditions de stockages s'appliquent sur l'ensemble du site.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/02/24, la hauteur de stockage maximale a été estimée à 4,8 m.</p> <p>L'exploitant a également fourni l'étude de danger réalisée suite à la mise en place de la cellule ATEX. Cette étude indique notamment que les effets thermiques, en cas d'incendie dans la cellule ATEX, sortiraient du site (la zone de flux thermique à 8 kW/m² s'étend sur une distance de 13 m et celle à 5 kW/m² jusqu'à 19 m). Le rapport précise qu'il s'agit d'un risque sérieux.</p> <p>Cependant, il est également indiqué que les moyens permettant de contrer cet effet (mise en place d'un mur entièrement coupe-feu) sont trop onéreux au vu de la probabilité du risque et de l'absence d'enjeu puisque la zone de sortie des effets thermiques est occupée par un bassin d'orage. Un Porté à connaissance de ce risque doit être réalisé par les services administratifs compétents au titre de la maîtrise de l'urbanisation.</p> <p>Le 16/02/2024, l'exploitant a transmis un porté à connaissance récapitulant les modifications de son site.</p> <p>Lors de la visite d'inspection il a été noté que des trappes d'aérations avaient également été percées sur le mur EST qui est coupe-feu. Le constat précédent et la mise en demeure portaient sur les aérations pratiquées dans le mur Ouest.</p> <p>Le voisinage EST du site correspond à une plateforme qui appartient également à l'exploitant. Toutefois, il convient de recalculer les distances d'effet en considérant les ouvertures réalisées dans le mur Est coupe-feu.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:</p> <p>L'exploitant devra réaliser une étude permettant de déterminer les zones d'influence des effets thermiques en cas d'incendie de la zone ATEX, dans la configuration actuelle (aérations pratiquées dans les murs EST et OUEST). Les conclusions de cette étude devront être transmises à l'inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées: Avec suites</p> <p>Proposition de suites: Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais: 5 mois</p>

N° 7: Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire: Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte incendie
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:</p> <p>[...]</p> <p>– d'un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre normalisé NF S 61 213 et 62 200 implanté à proximité de l'entrée du site, Ce poteau doit assurer un débit minimum de 60 m³/h pendant 2 heures, sous un bar de pression au moins;</p> <p>[...]</p> <p>Constats:</p> <p>Par mail du 27/11 l'exploitant a transmis un PV de vérification du poteau incendie. Ce PV date du premier semestre 2021. Le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) demande à ce que les PI soient contrôlés au moins 1 fois tous les 3 ans, le prochain contrôle devra donc avoir lieu, à minima au premier semestre 2024.</p> <p>Type de suites proposées: Sans suite</p>

N° 8 : Dispositifs de détection et de lutte contre les incendies

Référence réglementaire: AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1
Thème(s): Risques accidentels, Vérifications périodique des matériels – Art 7.3.4 de l'AP du 06/05/2015
Prescription contrôlée: La société SERAHU exploitant une installation de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux sise Parc d'activité de la Pardiguière sur la commune du Luc en Provence est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants: En remettant en service et faisant vérifier tous les éléments de sécurité défaillants dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté. À l'issue l'exploitant transmettra au service de contrôle les justificatifs factuels de leur bon fonctionnement (une simple attestation de l'exploitant ne suffit pas).
Constats: Par mail du 27/11, l'exploitant a transmis une attestation de vérification de la porte coupe-feu. La vérification indique que le joint intumescent de la porte coupe-feu est à changer. Par mail du 28/03/2024, il est indiqué que le remplacement du joint intumescent été prévu pour le 17/04/2024. L'exploitant a également transmis une attestation de remplacement d'un détecteur optique et d'un diffuseur sonore. Cette attestation, rédigée par l'entreprise vérificatrice, indique qu'une mise en service a été réalisée et que l'essai a été concluant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le compte rendu suite à l'intervention pour changer le joint intumescent de la porte coupe feu.
Type de suites proposées: Avec suites
Proposition de suites: Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais: 5 mois

N° 9: État des matières stockées

Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s): Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée: Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du Code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants: 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer à minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles

ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats:

Un état des stocks tel que celui présenté pour les garanties financières a été transmis le 27/11/2023.

Cet état des stocks est un état des stocks vulgarisé, mais il ne présente pas les risques vis-à-vis d'un incendie ni les phrases de risques (il n'est pas précisé si de tels produits sont présents). Ces risques ne sont pas présents sur un plan.

L'état des stocks transmis ne permet pas de connaître rapidement les quantités et le type de matières stockées sur le site au moment d'un incendie.

De manière générale, cet état des stocks doit respecter l'article 50 de l'AM du 04/10/2010. Ces documents ainsi que tous ceux nécessaires lors d'une intervention sur site doivent être accessibles depuis n'importe quel poste de l'entreprise, à tous moments.

Par mail du 28/03/2024, l'exploitant a transmis les deux tableurs suivants :

- « Export interrogation de stock SERAHU 2 au 280324 »
- « Export stock pompier SERAHU 2 »

Le premier correspond à une extraction de leur logiciel de suivi, il s'agit d'une liste de matière stockées sur site par type de produit et par risques vis-à-vis de l'incendie. Cependant, dans le document chaque famille de classement est initiée par un en tête avec le total de l'ensemble des produits de la famille. Or, les valeurs indiquées ne correspondent pas à la somme des produits présents. Par exemple, la famille matière inflammable présente une masse cumulée de 58,013 t alors que la somme totale des masses des produits contenus dans cette famille est de 174,039 t. En outre les documents semblent présenter des redondances, ce tableur ne permet donc pas de disposer rapidement d'une information cohérente concernant l'état des stocks...

De plus la colonne relative à leur emplacement sur site n'est pas complétée, car le logiciel ne permet pas d'obtenir la localisation des stocks. Il s'agit du sujet de la mise à jour prévue au cours de l'année. Le tableau « Export interrogation de stock SERAHU 2 au 280324 » ne permet donc pas de localiser les quantités et types de matières présentes sur le site.

Le second document « Export stock pompier SERAHU 2 » est une liste de produits, matières et déchets rassemblés par localisation dans le site. Par exemple, il permet de savoir que la cuve des résidus de carburant contient 9,484 (unité non déterminée) de carburant en mélange (code déchet 13 07 03). Ce document permet de compenser en partie le manque d'information concernant la localisation des produits dans le premier document.

Cependant, les zones de stockages indiquées ne sont pas toutes présentes sur le plan du site transmis en 2023, notamment les bennes de broyats. De plus, les quantités indiquées ne correspondent pas au document « export interrogation de stock serahu 2 au 280324 ». À titre

d'exemple, l'ensemble des aérosols usagés vides représente un poids de 1.031 (unité non déterminée) dans le document "état stock pompier serahu 2" alors que l'autre document indique un total de 2.04 tonnes.

Ces documents devront donc être repris et notamment mis en cohérence.

De manière générale, cet état des stocks doit être rendu conforme à l'article 50 de l'AM du 04/10/2010. Ces documents ainsi que tous ceux nécessaires lors d'une intervention sur site doivent être accessibles depuis n'importe quel poste de l'entreprise, à tous moments

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès la mise à jour du logiciel, l'exploitant devra transmettre un état des stocks conforme à l'arrêté ministériel du 04/10/2010, permettant de connaître la nature et les risques vis-à-vis d'un incendie **tel que cela a déjà été transmis**. Cet état des stocks devra également permettre de connaître la quantité (unité requise) et l'emplacement (un plan devra être associé) de chaque produit ou déchets présents sur le site. Cet état des stocks devra permettre de déterminer les informations concernant les produits et déchets présents sur le site rapidement, notamment pour les services d'incendie et de secours étant amenés à intervenir dans l'urgence sur ce site.

L'état des stocks régularisé devra être transmis à l'Inspection des installations classées au plus tard le 31/12/2024.

Type de suites proposées: Avec suites

Proposition de suites: Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais 5 mois